



1. MISE EN OEUVRE

La création d'entités juridiques est un processus lourd et fastidieux en Inde; en particulier pour les investisseurs étrangers. Le début des activités commerciales pourrait être retardé considérablement si cette première étape n'a pas été gérée correctement.



Conseil : planifiez votre calendrier avec des échéances suffisamment espacées.

2. LICENCES ET PERMIS

L'Inde est une République parlementaire fédérale, avec des législations indépendantes au niveau de chaque Etat fédéré et du gouvernement central (indépendantes mais non contradictoires). Cela complique encore un processus déjà long. En l'absence d'un processus d'approbation unique, des autorisations doivent être obtenues auprès de plusieurs autorités.



Conseil : Une planification méticuleuse et la nomination de personnes responsables (internes ou externes) sont nécessaires, en particulier pour l'obtention des permis.



3. CORRUPTION

En raison des procédures réglementaires fastidieuses, la corruption et les pots-de-vin sont des situations auxquelles vous pourriez être confrontés lorsque vous traitez avec des fonctionnaires. Le manque de transparence entraîne parfois une augmentation des coûts et des retards dans les projets.



Conseil : Des suivis continus et une politique interne anti-corruption stricte peuvent aider.

4. DIFFERENCES CULTURELLES

L'Inde est un pays multiculturel avec des langues, des coutumes et des habitudes diverses et variées, ce qui peut désorienter ceux qui ne connaissent pas encore ce pays. Cela peut entraîner des confusions, des problèmes de communication et des conflits entre les partenaires de co-entreprises (joint ventures) s'ils sont incapables de surmonter leurs différences culturelles.



Conseil : Familiarisez-vous avec les coutumes et les traditions locales avant vous lancer dans une coentreprise.



5. MANAGEMENT

Dans les petites et moyennes co-entreprises, la *compliance* des entreprises et la prise de décision informée font souvent défaut. Par exemple, des résolutions du conseil d'administration sont signées sans les discussions et délibérations préalables nécessaires sur les questions clés. Cela conduit à ce qu'un partenaire devienne très dépendant de l'autre. En cas de litige, cette situation se retourne souvent contre le partenaire étranger.



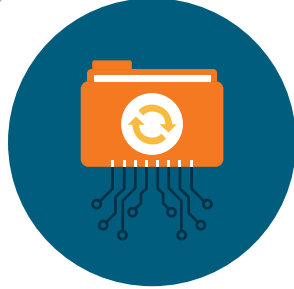
Conseil : Les deux partenaires doivent être étroitement impliqués dans les opérations et la gestion de l'entreprise.

6. FINANCEMENT

La procédure permettant aux investisseurs étrangers de financer et d'investir dans une coentreprise indienne est complexe et peut être lente. Les dépôts interentreprises et les emprunts contractés par une société indienne auprès de sa société mère étrangère sont fortement réglementés. Les associés peuvent ne pas avoir la capacité financière de faire des apports en capital, ce qui conduit à des conflits sur la participation détenue.



Conseil : Les business plans doivent tenir compte des besoins en financement futurs. Les deux partenaires doivent mener les vérifications nécessaires sur la solvabilité de l'autre.



7. TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

Si la propriété de la technologie et les droits d'utilisation associés à celle-ci ne sont pas clairement définis dans un accord, le transfert de technologie et le non-respect de l'accord initial sur ces droits pourraient devenir sources de conflit plus tard.



Conseil : Des accords contractuels solides avec des termes clairs relatifs à la propriété intellectuelle doivent être mis en place pour éviter de futurs conflits.

8. PROPRIETE FONCIERE

L'évaluation de l'immobilier en Inde est très élevée. Souvent, le partenaire indien apporte ce précieux atout et les partenaires étrangers ne réalisent pas sa valeur. En cas de résiliation de la coentreprise, si les terrains font partie intégrante de l'entreprise mais ne sont pas transférés à l'entreprise, les coûts peuvent atteindre des niveaux imprévus.



Conseil : Idéalement, la coentreprise doit posséder un terrain ou être autorisée à l'occuper et à l'utiliser, quelle que soit la relation entre les partenaires.



9. REGIME D'IMPOSITION

Il existe de nombreuses lois fiscales en Inde. En outre, ces lois sont régulièrement réétudiées et modifiées, ce qui crée un climat fiscal incertain. Cette incertitude, malgré la croissance de l'économie, rend certains investisseurs prudents et hésitants à s'engager davantage dans le pays.



Conseil : La structure d'investissement doit être soigneusement réfléchie, en gardant à l'esprit les projets de réglementations ainsi que les discussions en cours dans le pays.

10. RESOLUTION DE CONFLIT

En raison du cadre réglementaire, les litiges en Inde sont une affaire ardue, longue et coûteuse.



Conseil : La juridiction devrait être située de préférence en dehors de l'Inde.

